

PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme
Service de la coordination des politiques
interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique
Installations classées pour la protection de
l'environnement
commune de LIHONS
Société GURDEBEKE

Modification de l'arrêté préfectoral du 27
mars 2006

A R R Ê T É du 2 6 MARS 2018

Le Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V et son article R512-31 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER, Préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 mars 2006 à la société GURDEBEKE pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Lihons, parcelles cadastrées R n°30 à 33, 172 à 180, 182 à 184 et ZP n°26 (pro parte) et 41 (pro parte), notamment les articles 10 et 17 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 9 juin 2009 modifiant la capacité maximale annuelle autorisée de déchets non dangereux réceptionnés pour les années 2009 à 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2018 portant délégation de signature de M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le dossier de demande d'autorisation déposé par la société GURDEBEKE, notamment le plan de réaménagement « Dossier n°05/795 – Zip n°218 » du 13 mai 2005 ;

Vu la demande présentée le 24 mars 2016 et du 19 janvier 2017, complétée par courriel du 08 février 2017 par la société GURDEBEKE ;

Vu le rapport et les propositions en date du 27 décembre 2017 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 23 janvier 2018 du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (C.O.D.E.R.S.T.) au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 05 février 2018 à la connaissance du demandeur ;

Considérant que le projet présenté ne constitue pas une modification substantielle, au sens de l'article R181-46 du code de l'environnement, des installations du site régulièrement autorisées, dans la mesure où il ne conduit pas :

- à la création d'une nouvelle rubrique soumise à autorisation ou à enregistrement ;
- à une extension géographique de l'emprise du site ;
- à de nouveaux dangers ou nuisances d'une nature différente à ceux régulièrement autorisés ;
- à un accroissement substantiel des dangers ou inconvénients du site;

Considérant qu'il convient, conformément à l'article R.181-45 du Code de l'Environnement de fixer des prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement susvisé rend nécessaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La société GURDEBEKE SA, dont le siège social est situé 65 boulevard Carnot à NOYON (60400), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté, en complément de celles prescrites dans les actes administratifs antérieurs visés ci-avant, pour l'exploitation des installations de son établissement situé sur le territoire de la commune de LIHONS (80320).

ARTICLE 2 :

Les dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 sont complétées par les dispositions suivantes:

« La cote maximale après tassement de l'alvéole 16 est de 106,80 m NGF »

ARTICLE 3 - Délais et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif d'Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 4 – Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Lihons et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune de Lihons pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Somme ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 3.3 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de Péronne par intérim, le maire de la commune de Lihons, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GURDEBEKE et dont une copie sera adressée au président du Conseil départemental de la Somme.

Amiens, le 26 MARS 2018
Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-Charles GERAY